

APPEL À L'ACTION :

"ACCÉLÉRER LE RYTHME POUR LA RÉALISATION DES ODD"

ADRESSÉ À

- **LES NATIONS UNIES**
- **L'UNION AFRICAINE**
- **LES GOUVERNEMENTS DE TOUS LES PAYS D'AFRIQUE ET DU MONDE**

Nous,—Organisations de la société civile Africaines toutes confindues, les groupes communautaires représentant les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les minorités ethniques, les groupes économiquement défavorisés ainsi que les participants individuels du monde entier, qui défendons la cause de la justice sociale et économique ainsi que la valeur globale de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD);

Exprimons notre inquiétude quant à la détérioration de la situation des pauvres et des groupes vulnérables en Afrique. Cette dégradation résulte d'une série de facteurs humains qui créent des obstacles à la réalisation des objectifs de développement, y compris les ODD, les libertés et les droits des personnes ;

Nous sommes indignés des nombreux défis spécifiques engendrés par l'homme. Pourtant certains de ces défis pouvaient être évités. De ce point de vue, nous souhaitons partager nos réflexions sur la façon dont les défis devraient être abordés:

1. Des Progrès Lents Vers la Réalisation des ODD

Nous reconnaissons avec satisfaction que presque tous les gouvernements des pays d'Afrique se sont engagés avec sincérité à réaliser les ODD au plus tard en 2030. **Cependant, nous sommes déçus** du fait que de nombreux pays d'Afrique restent très en retard dans la mise en œuvre de plusieurs des ODD à mi-chemin de 2030 et que le continent soit la dernière des régions dans la mise en œuvre des objectifs.

Nous appelons, par conséquent, tous les gouvernements Africains à aller au-delà des simples déclarations politiques et à mettre en œuvre des projets et des programmes de développement réels et transformateurs qui garantissent la réalisation des ODD dans les années qui nous séparent de 2030. En outre, **nous exhortons les gouvernements africains à renforcer les plans et à accélérer le rythme de mise** en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA, dont les objectifs sont compatibles avec les ODD. Nous demandons instamment à chaque gouvernement Africain de préparer des rapports d'activités annuels et de les partager avec ses citoyens, afin de garantir la transparence et la responsabilité de la mise en œuvre de ces engagements internationaux en matière de développement, y compris l'Agenda 2063 de l'UA.

2. COVID-19 Pandémie et Inégalité Face aux Vaccins

Nous constatons avec déception qu'à ce jour, seuls 20% (<https://covid19.who.int/table>) **de la population Africaine, qui compte plus de 1,3 milliard de personnes**, sont entièrement vaccinés contre la pandémie mortelle, alors que la moyenne mondiale est de 62 %. D'autres régions du monde ont déjà dépassé la couverture de 50% de leur populations entièrement vaccinées. L'Afrique continue de subir la marginalisation des vaccins, conséquence d'un système commercial mondial qui privilégie les intérêts commerciaux au détriment de la sauvegarde de la vie humaine.

Nous appelons ainsi les gouvernements africains à redoubler d'efforts pour améliorer les plans et les mécanismes permettant de mettre le vaccin à la disposition de toutes leurs populations, tout en veillant à ce qu'aucun groupe ne soit marginalisé pour quelque raison que ce soit. **Nous exhortons tous les gouvernements africains à relever collectivement** les défis qui continuent d'affecter le faible approvisionnement en vaccins de l'Afrique, en particulier, les régimes commerciaux tels que les brevets et les droits de propriété intellectuelle, dont l'application à l'approvisionnement en vaccins COVID-19 désavantage le continent Africain avec des conséquences mortelles. **Nous demandons en outre à tous les dirigeants africains** d'ajouter une voix forte et puissante à l'effort mondial de certaines d'organisations de la société civile, mené par des activistes mondiaux tels que People Vaccine Alliance (PVA), pour exiger le transfert des technologies du COVID-19 vers d'autres pays capables d'entreprendre la fabrication de vaccins, y compris en Afrique. **Au delà, nous demandons instamment aux dirigeants africains d'utiliser la leçon de COVID-19** pour accélérer les plans de solutions permanentes au défi vaccinal du continent en soutenant l'innovation scientifique et la fabrication locale dirigées par les africains, conformément à la Stratégie Africaine de la santé. **Nous demandons en aussi à l'Assemblée générale des Nations Unies** de prendre d'urgence l'initiative de s'attaquer efficacement aux problèmes mondiaux comme l'inégalité en matière de vaccins par l'intermédiaire de ses agences compétentes, notamment WTO (l'OMC).

3. Insécurité Persistante et Mauvaise Gouvernance

Nous sommes préoccupés par le fait qu'au moins 16 pays connus en Afrique connaissent des conflits armés durables dont les effets sont désastreux, notamment la perte inutile de vies humaines et le déplacement de millions de personnes de leurs foyers. Bien que chaque conflit soit le résultat de circonstances uniques et spécifiques à un contexte, certaines tendances générales sont évidentes. Le plus important est l'effet de la mauvaise gouvernance et de l'exclusion. De nombreux autres pays connaissent des espaces démocratiques limités et un certain nombre sont dirigés par des leaderships autoritaires ou autocratiques. La région du Sahel est particulièrement touchée par les actions violentes de groupes extrémistes opérant sous le couvert du fondamentalisme religieux. La combinaison de ces facteurs de limitent les libertés des citoyens, favorisent l'exclusion, accroissent la pauvreté, aggravent le désespoir, et entraînent des troubles civils, des conflits armés et même des pertes de vies.

Nous appelons les gouvernements africains, l'UA, les Nations Unies et les autres parties prenantes internationales à s'unir pour s'attaquer aux causes profondes des conflits, car la plupart d'entre eux découlent de causes bien connues et d'intérêts particuliers, notamment l'exclusion sociale, la gouvernance non démocratique, la corruption et la ruée vers les ressources naturelles.

4. Aggravation des Niveaux de Pauvreté, des Inégalités et de l'Exclusion

Nous constatons avec dépit que sur les 27 pays du monde actuellement classés par la Banque mondiale dans la catégorie des pays les plus pauvres du monde, 23 sont situés en Afrique, plus précisément en Afrique subsaharienne, où des dizaines voire des centaines de millions de personnes vivent dans une pauvreté abjecte avec moins de 1,9 dollar US par jour. **Nous notons également que ce nombre a augmenté récemment** en raison des effets de la pandémie de COVID-19 entre les années 2020 et 2022. Cette situation est encore exacerbée par l'échec des modèles économiques non durables adoptés par de nombreux gouvernements africains, où les opportunités ne sont accessibles qu'à quelques personnes bien connectées, à l'exclusion de la majorité des citoyens.

Nous demandons aux dirigeants des gouvernements africains de s'attaquer aux inégalités extrêmes et à l'exclusion dans tous les pays africains par le biais de modèles économiques durables, de mesures de relance justes et équitables ainsi que de mécanismes de protection sociale durable et efficace ciblant les personnes handicapées, les femmes, les jeunes, les travailleurs à bas salaire, les minorités ethniques et les autres groupes vulnérables sans distinction. **Nous demandons l'abandon** des politiques économiques injustes et inefficaces, l'exclusion de toute partie de la population des principaux plans de développement, des programmes économiques d'austérité, des accords sournois, injustes et illégaux avec des sociétés étrangères sur les ressources naturelles Africaines. **Nous encourageons les gouvernements Africains à introduire** l'impôt sur la fortune comme mécanisme de redistribution afin de générer des ressources pour financer les investissements indispensables dans la santé, l'éducation et la prestation de services sociaux.

5. La Dette Souveraine

Nous notons avec une grande inquiétude la tendance croissante des gouvernements de nombreux pays africains à contracter des dettes étrangères de plus en plus insoutenables par des moyens opaques, tout en utilisant des actifs nationaux et publics essentiels comme garantie pour les prêts publics. **Nous constatons que d'énormes parties des recettes nationales perçues par ces pays** par le biais d'impôts publics élevés sont actuellement consacrées au service de la dette extérieure, privant ainsi d'investissements d'autres secteurs de développement, notamment le secteur social qui est le plus touché. Des tendances au défaut de paiement de ces dettes commencent à se dessiner, menaçant la souveraineté de certains pays africains.

Nous demandons donc aux gouvernements africains d'élaborer des plans globaux de viabilité de la dette nationale afin de sevrer leurs pays d'une croissance économique alimentée par la dette aux dépens des masses. **Nous réitérons notre appel à l'annulation immédiate de la dette**, qui est une question de justice. **Nous demandons instamment à l'Assemblée Générale des Nations Unies et au G20** de faire pression en faveur de mesures juridiquement contraignantes pour obliger les créanciers privés à participer aux mesures de restructuration de la dette, déjà

limitées et inadéquates, telles que le Cadre commun de traitement de la dette du G20. **Nous exhortons en outre les dirigeants mondiaux** à amplifier collectivement le développement d'un mécanisme mondial de restructuration de la dette souveraine. **Nous exhortons les pays Africains à investir** dans le renforcement de la responsabilité, du suivi et de la surveillance parlementaires dans les processus de contraction et de remboursement de la dette.

6. Catastrophes Liées au Changement Climatique et Justice Pour les Communautés Pauvres

Nous sommes d'accord avec les affirmations et les avertissements continus et empiriques des climatologues selon lesquels le climat mondial est en train de changer en raison de l'activité humaine et d'une manière qui menace l'existence de toutes les formes de vie sur la planète, y compris la vie humaine. L'utilisation généralisée des combustibles fossiles reste un facteur clé de ce changement négatif. **Nous sommes préoccupés par le fait que les manifestations de ce changement**, telles qu'elles sont vécues en Afrique, comprennent, entre autres, des inondations et des sécheresses fréquentes d'une ampleur sans précédent, qui entraînent la destruction gratuite de biens, de terres agricoles et d'établissements humains et la mort de personnes, de bétail et d'animaux sauvages. **Nous sommes également préoccupés par le fait que les communautés pauvres** de nombreuses régions d'Afrique sont plus durement touchées alors qu'elles n'ont rien ou presque rien à voir avec ce phénomène.

Nous exhortons donc les dirigeants africains à s'engager dans des actions fondées sur les droits et centrées sur les personnes pour aider les groupes pauvres et vulnérables à faire face aux défis de l'adaptation au climat et à l'augmentation des pertes et dommages. **Nous appelons les dirigeants africains à créer des fonds régionaux** pour accroître la capacité de la région à s'engager dans une transition énergétique juste, propre et inclusive, en se concentrant en priorité sur l'amélioration de l'accès à des énergies renouvelables décentralisées et moins chères, sur la fin de la déforestation, sur la réduction de la pauvreté énergétique des ménages et sur l'alimentation des secteurs économiques clés. **Nous exhortons les dirigeants africains à accroître le soutien et le financement** des processus d'adaptation menés localement et l'intégration de la prévention des catastrophes dans les plans ciblant les groupes vulnérables tels que les petits agriculteurs, les éleveurs, les communautés de pêcheurs et autres. **Nous appelons les dirigeants africains à engager collectivement les dirigeants mondiaux** lors du prochain sommet de la COP 27 en Égypte et à l'Assemblée générale des Nations unies pour une plus grande responsabilité en matière de pollution pour les communautés pauvres, en particulier en Afrique, dans le cadre de la CCNUCC et d'autres mécanismes de responsabilité mondiale.

7. Le Rétrécissement des Espaces d'Engagement Civique

Nous sommes préoccupés par les nombreux problèmes d'espace d'engagement civique liés à la police démocratique et au respect des droits fondamentaux d'association et de réunion dans de nombreux pays africains, et qui affectent les activités authentiques de nombreuses organisations de la société civile. **Nous sommes préoccupés par le rétrécissement croissant de l'espace civique**, caractérisé par les violations de ces droits, le harcèlement et la promulgation de lois répressives dont l'application par les agences de sécurité de l'État est peu claire, excessive, outrepassant les limites ou carrément brutale dans certains pays africains.

Nous exhortons donc les gouvernements africains à aligner les cadres législatifs, les politiques et les pratiques sur les dispositions constitutionnelles qui garantissent les droits civiques et

DÉCLARATION DES COALITIONS NATIONALES, OSC, GROUPES COMMUNAUTAIRES ET PARTICIPANTS INDIVIDUELS DU GCAP AFRIQUE À L'ASSEMBLÉE MONDIALE DES PEUPLES (SESSION AFRIQUE) TENUE LE 20 SEPTEMBRE 2022

politiques. Nous condamnons l'augmentation des cas de harcèlement et d'abus parrainés par l'État visant la société civile, les organisations religieuses, les leaders étudiants et les jeunes défenseurs des droits de l'homme, en particulier pendant les campagnes électorales sur le continent.

Signé

1. Cadre de Concertation des ONG et Associations actives en Education de Base au Burkina Faso (CCEB)
2. GCAP Senegal
3. Nigeria Network of NGOs (NNNGO)
4. Réseau Des Organisations du Secteur Educatif du Niger (ROSEN)/GCAP Niger
5. Jeunes Verts - Togo
6. Nobel Delta Women for Peace and Development (NDWPD) - Nigeria
7. L'Action Mondiale Contre la Pauvreté (AMCP) - Mali
8. Youth Partnership for Peace and Development (YPPD) – Sierra Leone
9. GCAP Ghana
10. Lutte Nationale Contre La Pauvrete (LUNACOP) – D.R. CONGO
11. TUMUKUNDE/GCAP Rwanda
12. SAHRiNGON – Tanzania Chapter
13. Halley Movement - Mauritius
14. Civil Society SDGs Campaign GCAP Zambia
15. Council for Non-Governmental Organisations of Malawi (CONGOMA)
16. National Association of Non-Governmental Organisations (NANGO) – Zimbabwe
17. Step Up Youth Initiative – Uganda
18. GCAP Global